

**OGEC SAINT JOSEPH
SAINT BRUNO**

Rapport
du commissaire aux comptes
sur les comptes annuels

de l'exercice clos le 31 août 2025

OGEC SAINT JOSEPH SAINT BRUNO

16 Rue des Chartreux
69001 LYON

Association (loi du 1er juillet 1901) déclarée à la Préfecture du Rhône
Siret 923 933 410 00014

Conseil – Expertise comptable – Audit

Lyon

69, boulevard des Canuts
69317 Lyon Cedex 04
lyon@qintens.fr
04 78 29 85 04

L'Arbresle

31, route du Bois du Maine - ZI La Ponchonnière
69210 Savigny
larbresle@qintens.fr
04 78 22 23 85

Jonage

22, avenue Lionel Terray - Sunstone II B
69330 Jonage-Meyzieu
jonage@qintens.fr
04 78 31 51 14

Dijon

13, rue Marguerite Yourcenar - Le Vénétie
21000 Dijon
dijon@qintens.fr
03 80 28 07 71

www.qintens.fr



Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'OGEC SAINT JOSEPH SAINT BRUNO relatifs à l'exercice clos le 31/08/2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de votre entité à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 01/09/2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport moral et financier du Conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association.



Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement de l'entité relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'entité ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport en fait partie intégrante.

Fait à Lyon, le 05 janvier 2026

Le Commissaire aux Comptes
QINTENS

Marc MURARD



ANNEXE

Description détaillée des responsabilités du commissaire aux comptes

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.



Bilan actif

| Postes | Brut | Amort. & dépréc. | Net 31/08/2025 | Net 31/08/2024 |
|---|-------------------|------------------|-------------------|-------------------|
| IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | | | | |
| Frais d'établissement | 58 170 | 6 428 | 51 742 | 52 711 |
| Frais de recherche et développement | | | | |
| Donations temporaires d'usufruit | | | | |
| Concessions, brevets, licences, marques, procédés, droits et valeurs simil... | 9 588 | 9 588 | | 150 |
| Autres immobilisations incorporelles | | | | |
| Avances et acomptes | | | | |
| IMMOBILISATIONS CORPORELLES | | | | |
| Terrains | 80 400 | | 80 400 | 80 400 |
| Constructions | 7 412 252 | 3 565 627 | 3 846 625 | 3 990 010 |
| Installations techniques, matériels et outillages industriels | 517 492 | 433 684 | 83 809 | 90 863 |
| Autres immobilisations corporelles | 3 928 434 | 3 284 580 | 643 854 | 735 876 |
| Immobilisations corporelles en cours | 490 107 | | 490 107 | 43 116 |
| Avances et acomptes | | | | |
| Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés | | | | |
| IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES | | | | |
| Participations et créances rattachées | | | | |
| Autres titres immobilisés | | | | |
| Prêts | | | | |
| Autres immobilisations financières | 1 510 | | 1 510 | 1 510 |
| TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (II) | 12 497 953 | 7 299 907 | 5 198 047 | 4 994 636 |
| STOCKS ET EN-COURS | | | | |
| Matières premières et autres approvisionnements | | | | |
| En-cours (biens et services) | | | | |
| Produits intermédiaires et finis | | | | |
| Marchandises | | | | |
| Avances et acomptes sur commandes | 399 | | 399 | |
| CRÉANCES | | | | |
| Créances clients, usagers et comptes rattachés | 8 990 | 807 | 8 182 | 23 |
| Créances reçues par legs ou donations | | | | |
| Autres créances | 938 009 | | 938 009 | 780 179 |
| VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT | | | | |
| Actions propres | | | | |
| Autres titres et instruments de trésorerie | 900 000 | | 900 000 | 750 000 |
| DISPONIBILITÉS ET CHARGES | | | | |
| Disponibilités | 679 754 | | 679 754 | 918 459 |
| Charges constatées d'avance | 13 029 | | 13 029 | 6 889 |
| TOTAL ACTIF CIRCULANT (II) | 2 540 181 | 807 | 2 539 374 | 2 455 551 |
| Frais d'émission des emprunts (III) | | | | |
| Primes de remboursement des obligations (IV) | | | | |
| Écarts de conversion - Actif (V) | | | | |
| TOTAL ACTIF (I + II + III + IV + V) | 15 038 135 | 7 300 714 | 7 737 421 | 7 450 187 |

Bilan passif

| Postes | 31/08/2025 | 31/08/2024 |
|--|------------------|------------------|
| FONDS PROPRES | | |
| Fonds propres sans droits de reprise | 3 186 068 | 3 186 068 |
| Fonds propres statutaires | | |
| Fonds propres complémentaires | 3 186 068 | 3 186 068 |
| Fonds propres avec droit de reprise | | |
| Fonds statutaires | | |
| Fonds propres complémentaires | | |
| Écarts de réévaluation | | |
| RÉSERVES | | |
| Réserves statutaires ou contractuelles | | |
| Réserves pour projets de l'entité | | |
| Autres réserves | | |
| Report à nouveau | 300 432 | |
| Résultat de l'exercice | 96 897 | 300 432 |
| Fonds propres consommables | | |
| Subventions d'investissement | 1 670 369 | 1 548 601 |
| Provisions réglementées | | |
| TOTAL FONDS PROPRES (I) | 5 253 766 | 5 035 101 |
| Fonds reportés liés aux legs ou donations | | |
| Fonds dédiés | | |
| TOTAL FONDS REPORTÉS OU DÉDIÉS (II) | | |
| Provisions pour risques | | |
| Provisions pour charges | 92 287 | 82 118 |
| TOTAL PROVISIONS (III) | 92 287 | 82 118 |
| Emprunts obligataires convertibles | | |
| Autres emprunts obligataires | | |
| Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit | 1 539 224 | 1 688 373 |
| Emprunts et dettes financières diverses | | |
| Avances et acomptes reçus sur commandes en cours | 268 932 | 230 689 |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 78 169 | 163 255 |
| Dettes issues de legs | | |
| Dettes fiscales et sociales | 88 371 | 101 548 |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | 379 530 | 142 260 |
| Autres dettes | 35 507 | 5 255 |
| Produits constatés d'avance | 1 635 | 1 587 |
| TOTAL DETTES (IV) | 2 391 367 | 2 332 968 |
| Écarts de conversion - Passif (V) | | |
| TOTAL PASSIF (I + II + III + IV + V) | 7 737 421 | 7 450 187 |

Compte de résultat

| Postes | 2024 2025 | 2023 2024 |
|--|------------------|------------------|
| PRODUITS D'EXPLOITATION | | |
| Cotisations | | |
| Ventes de biens | 7 785 | 9 022 |
| Dont ventes de dons en nature | | |
| Ventes de prestations de services | 2 919 283 | 2 897 027 |
| Dont parrainages | | |
| Produits de tiers financeurs | | |
| Concours publics et subventions d'exploitation | 1 289 463 | 1 276 816 |
| Versements des fondateurs ou consommations de la dotation | | |
| Ressources liées à la générosité du public | | |
| Dons manuels | 1 150 | 2 000 |
| Mécénat | | |
| Legs, donations et assurance-vie | | |
| Contributions financières | 6 816 | 8 020 |
| Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges | 13 395 | 27 903 |
| Utilisations des fonds dédiés | | |
| Autres produits | 29 539 | 23 592 |
| TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION (I) | 4 267 432 | 4 244 379 |
| CHARGES D'EXPLOITATION | | |
| Achats de marchandises | 7 410 | 11 468 |
| Variation de stocks | | |
| Autres achats et charges externes | 2 022 573 | 1 922 211 |
| Aides financières | | |
| Impôts, taxes, et versements assimilés | 137 148 | 121 778 |
| Salaires et traitements | 1 122 175 | 1 098 939 |
| Charges sociales | 445 116 | 426 087 |
| Dotations aux amortissements et aux provisions | 547 354 | 522 569 |
| Sur immobilisations : dotations aux dépréciations | | |
| Sur actif circulant : dotations aux provisions | | |
| Pour risques et charges : dotations aux provisions | 10 169 | |
| Reports des fonds dédiés | | |
| Autres charges | 1 084 | 2 664 |
| TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION (II) | 4 293 028 | 4 105 716 |
| RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II) | -25 596 | 138 663 |
| PRODUITS FINANCIERS | | |
| De participations | | |
| D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé | | |
| Autres intérêts et produits assimilés | 28 288 | 38 091 |
| Reprises sur dépréciations, provisions et transferts de charges | | |
| Différences positives de change | | |
| Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie | | |
| TOTAL PRODUITS FINANCIERS (III) | 28 288 | 38 091 |
| CHARGES FINANCIÈRES | | |
| Dotations aux amortissements et aux provisions | | |
| Intérêts et charges assimilées | 22 749 | 25 726 |
| Différences négatives de change | | |
| Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement | | |
| TOTAL CHARGES FINANCIÈRES (IV) | 22 749 | 25 726 |
| RÉSULTAT FINANCIER (III - IV) | 5 539 | 12 365 |



| Postes | 2024 2025 | 2023 2024 |
|---|------------------|------------------|
| RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔT (I - II + III - IV) | -20 057 | 151 028 |
| PRODUITS EXCEPTIONNELS | | |
| Sur opérations de gestion | | 24 747 |
| Sur opérations en capital | 125 382 | 139 012 |
| Reprises sur dépréciations, provisions et transferts de charges | | |
| TOTAL PRODUITS EXCEPTIONNELS (V) | 125 382 | 163 759 |
| CHARGES EXCEPTIONNELLES | | |
| Sur opérations de gestion | | 6 636 |
| Sur opérations en capital | | |
| Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions | | |
| TOTAL CHARGES EXCEPTIONNELLES (VI) | | 6 636 |
| RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI) | 125 382 | 157 122 |
| Participation des salariés aux résultats (VII) | | |
| Impôts sur les bénéfices (VIII) | 8 428 | 7 719 |
| TOTAL DES PRODUITS (I + III + V) | 4 421 102 | 4 446 229 |
| TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII) | 4 324 205 | 4 145 798 |
| CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE | | |
| Dons en nature | | |
| Prestations en nature | 630 760 | 635 700 |
| Bénévolat | 2 983 | 2 721 |
| TOTAL CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE | 633 743 | 638 421 |
| CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE | | |
| Secours en nature | | |
| Mises à disposition gratuite de biens | 630 760 | 635 700 |
| Prestations en nature | | |
| Personnel bénévole | 2 983 | 2 721 |
| TOTAL CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE | 633 743 | 638 421 |
| RÉSULTAT DE L'EXERCICE | 96 897 | 300 432 |

1 Objet social

L'objet social de notre entité est décrit ainsi dans les statuts : l'organisme de gestion (OGEC) a pour objet, dans le respect du droit français d'une part, du statut de l'Enseignement catholique en France, des décisions du comité national de l'Enseignement Catholique, des accords conclus en son sein d'autre part, d'assumer juridiquement la gestion d'établissement fondés par l'autorités canonique compétentes.

Conformément à l'article 134 du statut de l'Enseignement catholique, « l'organisme des gestions à la responsabilité de la gestion économique, financière et sociale d'un ou plusieurs établissement(s) ; il exerce conformément aux projets de l'école, aux orientations de l'autorité de tutelle et aux textes internes à l'Enseignement catholique. Il contribue à assurer la mise en œuvre matérielle du projet éducatif. Il est employeur des personnels de droit privé ».

L'OGEC peut se livrer à toute activité de gestion se rapportant directement ou indirectement, à l'éducation, l'enseignement, la formation, l'apprentissage et la culture sous toutes leurs formes et d'une manière générale se livrer à toute activité en lien avec son objet principal.

L'OGEC peut passer convention avec l'état, les collectivités territoriales ainsi qu'avec tout organisme concourant même partiellement à son objet.

L'OGEC peut acquérir tous les biens nécessaires à la réalisation de son objet ou en avoir la jouissance.

2 Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées

La nature des activités ou missions sociales réalisées durant l'exercice peut être résumée ainsi selon le projet éducatif de l'établissement.

Les membres de l'équipe éducative veillent à accompagner et à encourager les enfants qui leurs sont confiés tout au long de leur scolarité à travers le projet suivant :

- Accueil bienveillant de chacun avec ses forces et ses faiblesses dans un cadre aux dimensions humaines ;
- Ouverture sur le monde en multipliant les occasions d'échanges : voyages, stages en entreprises, intervenants extérieurs, sorties culturelles, actions de solidarité, théâtre, association sportive ;
- Education au respect des personnes dans leur diversité et leur environnement ;
- Apprentissage de l'autonomie et goût à l'effort ;
- Liens avec la famille : partenariat éducatif facilité par la disponibilité des acteurs de l'équipe éducative ;
- Vie spirituelle : accompagner les enfants dans leur cheminement de foi, leur proposer une découverte de la foi.

3 Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture

3.1 Faits caractéristiques de l'exercice

3.1.1 Evolution pluriannuelle de la population scolaire

| | Ecole maternelle et primaire | Lycée général et technologique | Lycée professionnel | Post-Bac | Total |
|-----------|---------------------------------|-----------------------------------|------------------------|----------|-------|
| 2020/2021 | 129 | 537 | 191 | 114 | 971 |
| 2021/2022 | 121 | 558 | 184 | 139 | 1 002 |
| 2022/2023 | 121 | 532 | 208 | 138 | 999 |
| 2023/2024 | 106 | 552 | 206 | 157 | 1 021 |
| 2024/2025 | 100 | 535 | 222 | 184 | 1 041 |

3.2 Faits caractéristiques postérieures à la clôture

Aucun fait caractéristique d'importance significative n'est à signaler postérieurement à la clôture de l'exercice.

4 Principes et méthodes comptables

4.1 Principes généraux

Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06 et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.

4.1.1 Changements de méthode comptable

Notre entité n'a effectué aucun changement de méthode comptable ayant un impact significatif.

4.1.2 Changements d'estimation

Notre entité n'a effectué aucun changement d'estimation ayant un impact significatif.

4.1.3 Corrections d'erreurs

Notre entité n'a constaté aucune correction d'erreur significative.

4.2 Dérogations

Par dérogation, les immobilisations et les subventions d'investissements ont été reprises dans les comptes de l'OGEC Saint-Joseph Saint-Bruno au 01/09/2024 en valeur brute et amortissements, et non à la valeur nette comptable tel que prévue dans le traité d'apport partiel d'actif.

Les durées d'amortissement antérieurement pratiquées chez l'apporteur ont été maintenues.

4.3 Principales méthodes comptables

Notre entité utilise les méthodes comptables explicites applicables.

Les comptes présentés appliquent les méthodes « de référence » suivantes qualifiées ainsi par le règlement 2014-03 :

- Le provisionnement des engagements en matière de pensions, de compléments de retraite, d'indemnités et versements similaires conformément à l'article 324-1 ;
- La comptabilisation à l'actif des coûts de développement conformément à l'article 212-3
- La comptabilisation en charges des frais de constitution, de transformation et de premier établissement conformément à l'article 212-9 ;
- La comptabilisation à l'actif des droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition de l'actif conformément aux articles 213-8, 213- 22, 221-1 et 222-1.

Les comptes présentés appliquent les méthodes « optionnelles » suivantes parmi celles proposées par le règlement 2014-03 :

- Les subventions d'investissement en application des articles 312-1 ;

4.4 Comptabilisation de la taxe d'apprentissage

La taxe d'apprentissage est comptabilisée selon la nature des biens financés :

- Pour la taxe finançant des immobilisations, imputation au compte 131810 et amortissement au rythme des immobilisations concernées ;
- Pour la taxe finançant des charges de fonctionnement, imputation au compte 748801 si utilisation dans l'exercice ;
- Pour la taxe finançant des charges de fonctionnement, report en fonds dédiés pour la partie non utilisée à la clôture.

5 Informations relatives aux postes du bilan

Un actif est un élément identifiable du patrimoine ayant une valeur économique positive pour l'entité, c'est-à-dire un élément générant une ressource que l'entité contrôle du fait d'évènements passés et dont elle attend des avantages économiques futurs ou un potentiel lui permettant de fournir des biens ou services à des tiers conformément à sa mission ou à son objet.

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, les biens reçus à titre gratuit sont comptabilisés à l'actif en les estimant à leur valeur vénale.

5.1 Actif immobilisé

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée dans les conditions suivantes :

- Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition ;
- Les actifs produits par l'entité sont comptabilisés à leur coût de production ;
- Les actifs acquis à titre gratuit sont comptabilisés à leur valeur vénale ;
- Les actifs acquis par voie d'échange sont comptabilisés à leur valeur vénale.

Les subventions obtenues le cas échéant pour l'acquisition ou la production d'un bien (actif non financier) sont sans incidence sur le calcul du coût des biens financés.

5.1.1 État de l'actif immobilisé (brut)

| Situations et mouvements | A | B | C | D |
|-------------------------------|--|----------------|----------------|---|
| Rubriques | Valeur brute à l'ouverture de l'exercice | Augmentations | Diminutions | Valeur brute à la clôture de l'exercice |
| Immobilisations incorporelles | 204 174 | | 136 416 | 67 758 |
| Immobilisations corporelles | 11 736 836 | 750 764 | 58 914 | 12 428 686 |
| Immobilisations financières | 1 510 | | | 1 510 |
| Total | 11 942 520 | 750 764 | 195 330 | 12 497 954 |

5.1.2 Amortissements de l'actif immobilisé

| Situations et mouvements | A | B | C | D |
|-------------------------------|---|--|--|---|
| Rubriques | Amortissements cumulés au début de l'exercice | Augmentations : dotation de l'exercice | Diminutions D'amortissements de l'exercice | Amortissements cumulés à la fin de l'exercice |
| Immobilisations incorporelles | 151 313 | 1 120 | 136 416 | 16 016 |
| Immobilisations corporelles | 6 796 570 | 546 234 | 58 914 | 7 283 891 |
| Immobilisations financières | | | | |
| Total | 6 947 883 | 547 354 | 195 330 | 7 299 907 |

5.1.2.1 Modalités d'amortissements

| Catégories d'immobilisations | Amortissement | |
|--------------------------------------|---------------|-------------|
| | Mode | Durée |
| Immobilisations incorporelles : | | |
| - Frais de construction campus | Linéaire | 60 ans |
| - Logiciel | Linéaire | 1 à 3 ans |
| Immobilisations corporelles : | | |
| - Constructions | Linéaire | 15 à 25 ans |
| - Agencement des constructions | Linéaire | 3 à 25 ans |
| - Matériel de restauration | Linéaire | 3 à 10 ans |
| - Matériel et outillage | Linéaire | 2 à 10 ans |
| - Matériel pédagogique | Linéaire | 2 à 10 ans |
| - Installation et agencements divers | Linéaire | 1 à 20 ans |
| - Matériel de transport | Linéaire | 5 ans |
| - Matériel informatique | Linéaire | 1 à 5 ans |
| - Mobilier scolaire et administratif | Linéaire | 3 à 10 ans |

5.2 Actif circulant

5.2.1 Créances / dépréciations

5.2.1.1 Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

5.2.1.2 Dépréciations

Les créances détenues auprès des familles à la date de clôture de l'exercice font l'objet d'une provision pour dépréciation de 807 €.

5.3 Fonds propres

Une ressource destinée à renforcer les fonds propres à raison d'une stipulation du tiers financeur, du testateur ou du donateur le cas échéant, est comptabilisée en fonds propres avec ou sans droit de reprise.

5.3.1 Tableau de variation des Fonds propres

Le tableau suivant défini par l'article 431-5 du règlement n°2018-06 se substitue à l'ensemble des informations demandées dans l'article 833-II du règlement ANC n°2014-03 relatif au plan comptable général.

| Variation des fonds propres | A l'ouverture de l'exercice | | Affectation du résultat | | Augmentation | | Diminution ou consommation | | A la clôture de l'exercice |
|--|-----------------------------|----------|-------------------------|---------------------------|----------------|---------------------------|----------------------------|---------------------------|----------------------------|
| | Montant | | Montant | Dont générosité du public | Montant | Dont générosité du public | Montant | Dont générosité du public | Montant |
| Fonds propres sans droit de reprise | 3 186 068 | | | | | | | | 3 186 068 |
| Fonds propres avec droit de reprise | | | | | | | | | |
| Ecart de réévaluation | | | | | | | | | |
| Réserves | | | | | | | | | |
| Report à nouveau | | 300 431 | | | | | | | 300 431 |
| Excédent ou déficit de l'exercice | 300 431 | -300 431 | | | 96 897 | | | | 96 897 |
| Situation nette | 3 486 499 | | | | 96 897 | | | | 3 583 396 |
| Fonds propres (Dotations) consommables | | | | | | | | | |
| Subventions d'investissement | 1 548 601 | | | | 247 162 | | 125 394 | | 1 670 369 |
| Provisions réglementées | | | | | | | | | |
| Total | 5 035 100 | - | | | 344 059 | | 125 394 | | 5 253 765 |

5.3.2 Subventions d'investissement

Les subventions d'investissements sont des ressources à caractère durable, des ressources stables permettant de financer les investissements nécessaires aux activités de l'entité et d'alimenter sa trésorerie.

A compter de la première application du règlement 2018-06 les subventions d'investissement sont soit reprises au compte de résultat exceptionnel au rythme de l'amortissement des actifs qu'elles ont contribués à financer, que l'actif soit un bien renouvelable par l'association ou non, soit comptabilisées immédiatement en produit exceptionnel à la date d'octroi de la subvention.

Ce choix de méthode comptable s'applique à l'ensemble des immobilisations amortissables financées dans le cadre de projets définis par l'utilisation de fonds dédiés.

Notre entité a choisi de reprendre dans le résultat, au rythme de l'amortissement, la quote-part des biens ainsi financés. La subvention d'investissement est comptabilisée en fonds propres au fur et à mesure de l'engagement des dépenses permettant de réaliser l'investissement. La quote-part de subvention octroyée mais non acquise à la date de la clôture constitue un engagement hors bilan reçu (cf paragraphe 8).

— Tableau des subventions d'investissements

| | Solde à l'ouverture de l'exercice | Variations de l'exercice | | Solde à la clôture de l'exercice |
|---------------------------------|-----------------------------------|--------------------------|------------|----------------------------------|
| Subventions d'investissement | Montant global | Augmentation | Diminution | Montant global |
| Montant nominal | 2 263 654 | 247 162 | 94 814 | 2 416 002 |
| Quotes-parts virées au résultat | -715 053 | -125 394 | -94 814 | -745 633 |
| Montant net en fonds propres | 1 548 601 | 121 768 | 0 | 1 670 369 |

5.4 Fonds reportés et dédiés

5.4.1 Provisions pour engagements de retraite et avantages assimilés

| Engagements retraite | Provisionné | Non provisionné | Total |
|----------------------------------|-------------|-----------------|--------|
| Indemnités de départ en retraite | 92 287 | | 92 287 |

La provision pour indemnité de départ en retraite a été évaluée selon la méthode des unités de crédit projetées conformément au Règlement 2013-02 de l'ANC.

Le montant des droits qui seraient acquis par les salariés au titre des indemnités de départ à la retraite à la date de clôture de l'exercice, s'élève à 82 118 € (charges comprises).

Ce montant est entièrement comptabilisé en provision pour risques et charges.

La convention collective appliquée dans l'association prévoit le versement d'une indemnité de fin de carrière calculée, selon le poste, en fonction de l'ancienneté de la personne dans l'association ou dans un autre établissement de l'enseignement privé.

L'engagement de retraite est calculé sur les bases suivantes :

- Convention collective applicable au sein de l'établissement : Salariés des Etablissements Privés ;
- Age de départ à la retraite présumé 64 ans ;
- Taux d'actualisation : 3.77 % ;
- Taux d'augmentation annuel des salaires : 2 % ;
- Taux moyen de charges sociales : 46 %.

5.5 Dettes

5.5.1 Emprunts et autres dettes assimilés

Les échéances des créances sont en totalité à moins d'un an.

5.5.2 Emprunts et autres dettes assimilés

| Dettes | Montant brut | A 1 an au plus | A + d'1 an et 5 ans au + | A + de 5 ans |
|---|------------------|----------------|--------------------------|----------------|
| Emprunts et dettes établissement de crédit (1) | | | | |
| - A 1 an max à l'origine | | | | |
| - A + d'1 à l'origine | 1 539 224 | 130 503 | 521 856 | 886 865 |
| Emprunts et dettes financières divers | | | | |
| Avances et acomptes sur commandes | | | | |
| Fournisseurs et comptes rattachés | 78 169 | 78 169 | | |
| Personnel et comptes rattachés | | | | |
| Dettes fiscales et sociales | 88 371 | 88 371 | | |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | 379 530 | 379 530 | | |
| Autres dettes | 304 439 | 304 439 | | |
| Produits constatés d'avance | 1 635 | 1 635 | | |
| TOTAL | 2 391 368 | 982 647 | 521 856 | 886 865 |

Emprunts souscrits au cours de l'exercice : 0 €

Emprunts remboursés au cours de l'exercice : 149 010 €

Un emprunt de 400 K€ a été débloqué en novembre 2025. Cet emprunt, d'une durée de 179 mois, est destiné à financer une partie des travaux de rénovation du réfectoire et de la cafétéria. Les dépenses engagées au 31/08/2025 représentent 433 K€.

6 Informations relatives au Compte de résultat

Le compte de résultat est présenté selon les dispositions du plan comptable général sauf en ce qui concernent les opérations spécifiques qui suivent :

- Produits d'exploitation : cotisations, produits de tiers financeurs, utilisations des fonds dédiés ;
- Charges : aides financières, reports en fonds dédiés ;
- Contributions volontaires en nature (produits) et charges des contributions volontaires en nature.

6.1 Produits du compte de résultat

6.1.1 Ventes de biens et services

6.1.1.1 Ventes de prestations de services

La rubrique des ventes de prestations de services comprend notamment :

- Les produits de la scolarité ;
- Les produits de la restauration et de l'hébergement ;
- Le loyer de la crèche ;
- Les autres recettes (photos de classes, catéchèse, garderie, voyage etc.).

6.1.2 Produits de tiers financeurs

6.1.2.1 Concours publics et subventions d'exploitation

6.1.2.1.1 Concours publics

Un concours public est une contribution financière apportée par une autorité administrative en application d'un dispositif législatif ou réglementaire (par opposition à la subvention, attribuée de façon facultative et objet d'une décision particulière).

Les concours publics comprennent :

- Les contributions financières d'une autorité administrative qui ne sont pas des subventions ;
- Les versements de participations, contributions ou taxes par un organisme collecteur.

Ils sont comptabilisés en produit au compte « Concours publics » en fonction des modalités propres au dispositif concerné.

La rubrique des concours publics comprend notamment les forfaits d'externat versés par l'Etat, la Région et les communes.

6.1.2.1.2 Subventions

Constituent des subventions les contributions facultatives de toute nature, valorisées dans l'acte d'attribution, décidées par les autorités administratives et les organismes chargés de la gestion d'un service public industriel et commercial, justifiées par un intérêt général et destinées à la réalisation d'une action ou d'un projet d'investissement, à la contribution au développement d'activités ou au financement global de l'activité de l'organisme de droit privé bénéficiaire.

Ces actions, projets ou activités sont initiés, définis et mis en œuvre par les organismes de droit privé bénéficiaires. Ces contributions ne peuvent constituer la rémunération de prestations individualisées répondant aux besoins des autorités ou organismes qui les accordent.

Une subvention d'exploitation est octroyée à l'entité pour lui permettre de compenser l'insuffisance de certains produits d'exploitation ou de faire face à certaines charges d'exploitation.

Les subventions d'exploitation sont comptabilisées en produit lors de la notification de l'acte d'attribution de la subvention par l'autorité administrative.

La fraction de subvention dédiée à un projet défini tel que défini à l'article 132-1 qui n'a pu être utilisée conformément à son objet au cours de l'exercice est comptabilisée dans le compte de charges « Reports en fonds dédiés » en contrepartie du passif « Fonds dédiés sur subvention d'exploitation ».

La fraction d'une subvention pluriannuelle rattachée à des exercices futurs est inscrite à la clôture de l'exercice en produits constatés d'avance.

Les risques d'indus/de reversement de subvention sont enregistrés en « *Provisions pour risques et charges* ».

6.1.2.1.3 Tableau des subventions et concours publics

| Nature du concours ou de la subvention | Etat | Région | Commune | Autres | Total |
|--|----------------|----------------|---------------|---------------|------------------|
| Concours publics | 475 588 | 717 457 | 75 200 | | 1 268 245 |
| Subvention d'exploitation | | 7 459 | | 13 759 | 21 218 |
| Subvention d'investissement | | | | | |
| Total | 475 588 | 724 916 | 75 200 | 13 759 | 1 289 463 |

6.1.3 Reprises sur dépréciations, provisions et transferts de charges

La rubrique des reprises et transferts de charges comprend notamment :

- Reprise de provision sur créances : 55 € ;
- Reprise de provision IDR : 0 € ;
- Transfert de charges de personnel : 1 510 €.

6.2 Charges du compte de résultat

6.2.1 Dotations aux provisions

Une dotation d'un montant de 10 169€ a été comptabilisée au titre de la provision pour indemnités de départ à la retraite.

6.3 Résultat exceptionnel

| Déficit ou excédent de l'exercice | 2025 | 2024 |
|--|----------------|----------------|
| Produits exceptionnels | 125 382 | 163 759 |
| - Quote-part de subvention virée au résultat | 94 416 | 92 084 |
| - Taxe apprentissage affecté à l'amortissement | 30 966 | 46 928 |
| - Autres produits sur opération de gestion | 0 | 24 747 |
| Charges exceptionnelles | 0 | 6 636 |
| - Pénalité et amendes | 0 | 35 |
| - Autres charges sur opérations de gestion | 0 | 6 601 |
| Résultat exceptionnel | 125 382 | 157 123 |

6.4 Contributions et charges des contributions, volontaires en nature (pied du compte de résultat)

Une contribution volontaire en nature est l'acte par lequel une personne physique ou morale apporte à une entité un travail, des biens ou des services à titre gratuit. Ceci correspond à :

- Des contributions en travail : bénévolat, mises à disposition de personnes ;
- Des contributions en biens : dons en nature redistribués ou consommés en l'état ;
- Des contributions en services : mises à disposition de locaux ou de matériel, prêt à usage, fourniture gratuite de services.

6.4.1 Equivalent loyer

La contribution volontaire correspondante à la mise à disposition de bâtiments à usage scolaire et administratif est valorisée de la manière suivante :

- Propriétaire : Congrégation des Sœurs Saint Joseph de Lyon ;
- Valorisation de l'équivalent loyer « entier » : 710.5 K€ ;
- Location effectivement supportée : 79.5 K€ ;
- Valorisation de la contribution volontaire pour 2024/2025 : 631 K€.

6.4.2 Bénévolat

Le bénévole est une personne qui s'engage librement pour mener une action non salariée en direction d'autrui, en dehors de son temps professionnel et familial (Avis du Conseil économique et social du 24 février 1993) et selon l'objet et les règles de l'entité auprès de laquelle le bénévole s'engage.

Les contributions volontaires en nature relatives au bénévolat exercé au sein de notre entité sur l'exercice 2024/2025 représentent un volume de 86 heures valorisé à 2 983€.

Cette valorisation a été établie sur la base de deux fois le SMIC chargé.

7 Autres informations et engagements dont opérations et engagements envers les dirigeants

7.1 Informations relatives aux dirigeants (rémunérations, avances et crédits alloués, engagements en matière de retraite, pension...)

Les trois plus hauts cadres dirigeants de l'association sont le Chef d'Etablissement, le Président et le Trésorier.

Le Président et le Trésorier ne percevant aucune rémunération, communiquer la rémunération des trois plus hauts dirigeants reviendrait à communiquer une information individuelle préjudiciable à son caractère confidentiel (réponses ministérielle n°01630, J.O ; Sénat).

8 Autres informations relatives aux opérations et engagements hors bilan

8.1 Engagements financiers données

Néant.

8.2 Engagements financiers reçus

- Bail à construction

Par acte du 29 novembre 2023, le bail à construction consenti par la Congrégation des Sœurs de Saint-Joseph et l'Institut Saint Irénée des Chartreux au profit de l'OGEC Saint-Bruno a été apporté à l'OGEC Saint-Joseph Saint-Bruno. Ce bail a été conclu pour une durée de 40 ans à compter du 5 mai 2005 pour se terminer le 4 mai 2045.

- Bail emphytéotique

Par acte du 29 novembre 2023, le bail emphytéotique consenti par l'Association immobilière du Sacré-Cœur des Chartreux au profit l'OGEC Saint-Louis Saint-Bruno a été apporté à l'OGEC Saint-Joseph Saint-Bruno. Ce bail a été conclu pour une durée de 60 ans à compter du 1 janvier 2019 pour se terminer le 31 décembre 2078.

- Subventions d'investissement

Les subventions d'investissement octroyées et non utilisées à la clôture de l'exercice représentent :

| Date d'octroi | Libellé | Montant notifié | Montant restant à utiliser au 31/08/2025 |
|---------------|---|-----------------|--|
| 13/12/2023 | Subvention Falloux « Optimisation énergétique et réhabilitation de l'espace restauration des Lycées » | 255 300€ | 38 930€ |
| 01/12/2021 | Subvention Falloux « Acquisition de 60 postes informatiques » | 16 945€ | 14 193€ |
| 01/12/2021 | Subvention Falloux « Acquisition de 60 postes informatiques » | 2 267€ | 2 267€ |
| 01/12/2021 | Subvention Falloux « Mise en accessibilité de la cour d'honneur » | 151 774€ | 111 650€ |